

Interview

Guillaume von der Weid

Chaque semaine, un(e) observateur(rice) de renom nous aide à décrypter l'actualité.



«La résistance vaccinale repose sur la méfiance envers les élites»

LUDIVINE PONCIAU

Guillaume von der Weid est philosophe, conférencier et enseignant à Sciences Po. Il travaille sur les questions d'éthique, en particulier dans le secteur médical. Pour lui, le mouvement des antivax, tout comme celui des Gilets jaunes, se nourrit du rejet des élites et des discours infantilisants.

Le pass sanitaire est-il une solution à l'hésitation vaccinale ou va-t-il conforter les antivax dans leur choix?

Cette mesure, à la limite de la coercition, est déjà une mesure secondaire. Face à la surcharge de patients dans les hôpitaux, on est obligé de prendre des mesures pour inciter la population à se faire vacciner alors qu'elle a le droit de ne pas le faire.

C'est une quasi-obligation qui ne dit pas son nom. Cette manière de procéder est connue, c'est la théorie du «nudge». Elle consiste à influencer la population dans ses choix, à inciter à la prise de décision, sans contrainte, mais en créant des structures dans leur environnement. On va par exemple encourager les individus à prendre de larges escaliers plutôt que de s'agglutiner dans l'escalator. Ou bien dessiner une

mouche sur la porcelaine des urinoirs pour inciter les hommes à ne pas en mettre partout. Rendre les lieux inaccessibles aux non-vaccinés est aussi une forme de «nudge».

Pourquoi ne pas opter pour l'obligation vaccinale plutôt que la contrainte détournée? Si on rend la vaccination obligatoire, on va créer un mouvement d'opposition, une levée de boucliers. C'est pour éviter cela qu'on met en place des mesures de restriction régionales plutôt qu'une obligation générale.

N'est-ce pas aussi une question de responsabilité des États. Si des problèmes avec les vaccins devaient apparaître plus tard, par exemple... La responsabilité des États existe déjà. Il y a un principe de santé publique qui consiste à prendre des mesures pour maximiser la santé de la population, mais ces mesures contiennent toujours une part de risques. Elles peuvent aussi avoir l'effet inverse et dégrader la santé d'une petite partie de la population. C'est la balance bénéfice-risque.

Le paradoxe que nous vivons aujourd'hui, c'est que nous sommes dans un environnement social hypercontrôlé avec des risques extrêmement faibles. Les accidents sont rares et pourtant ils nous apparaissent comme insupportables. Dans ce contexte, la vaccination est vue de manière douteuse: on voit davantage les risques de mort que les millions de vies sauvées.

Les médias, en scénarisant la course au vaccin, en soutenant la campagne de vaccination, ont-ils paradoxalement alimenté cette méfiance?

On vit dans un environnement tellement hygiénique et sécurisé qu'on ne mesure pas tous les efforts qui ont été déployés pour élaborer ces vaccins. Il y a quelques années, un article du Lancet, qui a été retiré par la suite, faisait le lien entre la rougeole et l'autisme. On a alors assisté à une baisse de la vaccination et à la résurgence de la maladie aux États-Unis.

Les théories du complot, la peur de la maladie... tout ça ne date pas d'hier. Mais avec le covid, la résistance vaccinale repose essentiellement sur une méfiance envers les élites. Le moteur principal, c'est la résistance au discours rationnel et élitiste qui est perçu comme paternaliste, couplé au fait que les gens ne perçoivent pas vraiment la maladie, qui est bien présente, mais pas toujours visible. On observe une dissonance cognitive, un décalage entre un discours hyperalarmiste de type «c'est la fin du monde» et une réalité quotidienne dans laquelle les gens observent une absence de conséquences réelles.

«La vaccination est vue de manière douteuse: on voit davantage les risques de mort que les millions de vies sauvées.»

Un décalage aussi entre cette élite sûre d'elle-même, qui dispose des ressources, et ceux qui se sentent marginalisés dans un système, comme c'est le cas pour les Gilets jaunes. Le vaccin est le prisme par lequel cette distance sociale s'exprime, alimentée par les théories du complot et les récits fantaisistes qui renforcent encore un peu plus cette défiance.

Dans un débat sur une radio française, vous avez estimé qu'il ne fallait pas surinformer les patients, que ceux-ci ne sont pas en mesure de comprendre les données médicales. N'est-ce pas aussi de l'infantilisation?

Il faut distinguer l'aspect objectif et subjectif. Subjectivement, si on nous donne trop d'informations, on est perdu. Il y a aussi la question de la qualité de l'information que l'on donne. Si on vous énumère les pires cas de figure, mais qu'on vous dit qu'ils sont très rares, vous allez quand même ne retenir que cela, c'est le syndrome Doctissimo.

À nouveau, on en revient à l'aspect psychologique: le patient aura tendance à mettre toute la palette de conséquences sur le même plan. Ce que j'ai voulu dire, c'est qu'il ne faut pas l'inquiéter inutilement.

Ensuite, objectivement, il ne faut pas oublier que les médecins eux-mêmes ne savent pas tout. En médecine, on est face à du vivant. On voit des choses étonnantes comme les effets du covid long et certaines conséquences auxquelles la médecine ne comprend rien. Durant cette crise, on a dû prendre des risques qu'on estimait les moins graves possible, parce qu'il fallait bien prendre une décision avec une information imparfaite. En France, Édouard Philippe a été habile en disant, au début de l'épidémie, ce qu'on savait et ce qu'on ne savait pas.

Il faut que le patient puisse donner son consentement éclairé, mais l'idée de donner

toutes les informations est illusoire. C'est en raison de cette asymétrie entre celui qui sait et celui qui ne sait pas que la confiance est indispensable.

Vous comprenez que certaines personnes puissent avoir de réelles appréhensions à propos du vaccin, que celles-ci soient justifiées ou non?

Oui, on peut avoir peur du vaccin. Mais au risque de fâcher certaines personnes, on sait quand même pas mal de choses sur la technologie de transmission ARN. Cela fait plusieurs dizaines d'années qu'on l'utilise et on sait qu'elle fonctionne. Il y a un consensus scientifique sur l'innocuité de ce vaccin.

Pensez-vous que, comme ça a été le cas pour les Gilets jaunes, la mobilisation antivax va s'essouffler?

Je ne sais pas si le mouvement des Gilets jaunes s'est vraiment essoufflé. Il y a surtout eu le confinement. La situation reste tendue et les mouvements qui refusent la représentation politique sont une forme de colère, quelque chose de l'ordre du ressentiment, du mal-être et du sentiment d'injustice.

Mais comme le mouvement ne se transforme pas en action politique, il n'obtient pas de résultats. Ça reste une utopie. En attendant, les gens manifestent puis rentrent chez eux et rangent leurs gilets jaunes ou passent à l'action violente.

Tout comme eux, les antivax rejettent une certaine société sûre d'elle-même qui prétend s'imposer aux autres. Quand Hilary Clinton qualifie les électeurs de Trump de «déplorables», elle renvoie cette image d'élite qui pense que la population n'a rien à dire, qui la traite comme un enfant.

La crise sanitaire a aussi fait naître de nombreuses critiques à l'égard des sociétés pharmaceutiques et un questionnement à propos des liens entre les scientifiques et les lobbys...

Avoir un regard critique sur la société est légitime, d'autant que les complots existent. On en a eu la preuve avec les lobbys du tabac ou l'industrie des peintures au plomb.

Il y a aurait donc un complotisme irrationnel et un complotisme constructif?

En tout cas, un regard critique sur les événements. Ces décisions qu'on dit prendre dans l'intérêt commun restent des décisions politiques. Et la politique, c'est des intérêts. Il n'en reste pas moins que les théories du complot sont souvent des mensonges qui satisfont une envie d'explication monocausale.

Revenons-en aux éventuels conflits d'intérêts. Vous-même, vous êtes philosophe, conférencier, et vous travaillez pour le secteur médical...

Je travaille pour des acteurs dans la santé, notamment des hôpitaux, en vendant des conférences d'éthique. Je suis payé, mais pas un salaire astronomique. On est loin d'une activité de consulting et d'avis. Par ailleurs, je ne suis jamais en position d'influencer quiconque. J'ai aussi participé à des workshops pour la fédération des entreprises du secteur de l'industrie pharmaceutique française, mais bénévolement. Au pire, je peux servir de caution morale à certains acteurs.

Avant le covid, on vous demandait de vous justifier?

Jamais. Mais il est normal que les personnes qui participent aux instances de décision déclarent un conflit d'intérêts pour éviter qu'elles soient amenées à prendre position en faveur d'un client, dans le cadre d'une décision de remboursement d'un médicament, par exemple.

Après... j'ai déjà entendu dire que quelqu'un qui n'avait pas de conflit d'intérêts était quelqu'un sans intérêt. Il est vrai que si on parle de niveau d'expertise, de gens qui sont au sommet de la connaissance, il est logique que l'industrie ait à un moment donné fait appel à eux.



Pour Guillaume von der Weid, «le pass sanitaire est une quasi-obligation de se vacciner qui ne dit pas son nom». © ANTOINE DOYEN